Interview de Hans-August Lücker: l'accord d'association de la Grèce avec la CEE (Bonn, le 15 mai 2006)

Source: Interview de Hans-August Lücker / HANS-AUGUST LÜCKER, François Klein, prise de vue : François Fabert.- Bonn: CVCE [Prod.], 15.05.2006. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:06:45, Couleur, Son original).

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU
Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:
http://www.cvce.eu/obj/interview_de_hans_august_lucker_l_accord_d_association_de_la_grece_avec_la_cee_bonn_le_15_mai_2006-fr-c6a2196d-8434-4ae1-92ae-77db0bfff55d.html

Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

Interview de Hans-August Lücker: l'accord d'association de la Grèce avec la CEE (Bonn, le 15 mai 2006)

[François Klein] Vous étiez rapporteur général pour l'adhésion de la Grèce à la CEE en 1962. Quel objectif poursuivait la CEE quand elle a conclu l'accord d'association avec la Grèce?

[Hans-August Lücker] Pour être honnête, la demande d'adhésion de la Grèce, en 1962, a été accueillie avec beaucoup d'enthousiasme en Europe, notamment par Walter Hallstein. Walter Hallstein se délectait de l'idée selon laquelle la plus ancienne démocratie d'Europe, l'esprit grec qui avait fait la grandeur de l'Europe, voulait devenir membre de la CEE! C'était le premier État à vouloir rejoindre la Communauté. Cela nous emplissait d'ivresse! Nous avions en fait du mal à ne pas trop montrer notre joie, parce que les négociations s'annonçaient difficiles.

Donc, voilà, Hallstein me dit: «Est-ce que vous pourriez aussi vous charger des rapports pour les traités?» C'était en 1962, nous étions en pleine politique agricole. Je lui dis que bon, d'accord, j'allais me faire décharger de toutes mes fonctions au Bundestag, et que je pouvais m'en occuper. Et le Bundestag m'avait déjà... mon groupe m'avait dit: «Nous comprenons bien. Vous n'avez plus besoin de venir, occupez-vous de vos tâches pour l'Europe, vous avez bien assez à faire!» Alors, je me suis chargé des rapports, et l'agriculture était justement l'un des principaux problèmes qui se posaient dans le cadre de l'adhésion de la Grèce. Alors, j'ai relevé mes manches, je me suis mis à rédiger les rapports et j'ai appris aux Grecs – enfin... appris... – je leur ai fait à plusieurs reprises la proposition suivante: «Vous devez vous concentrer sur les domaines où vous n'entrez pas en concurrence avec les pays du Nord, c'est-à-dire sur les fruits et légumes du Sud... Là, vous pourrez produire tout ce que vous voudrez, tout ce que vous pourrez. Et ces produits, vous devez les valoriser, pas les fournir dans leur état brut, mais les livrer sous la forme de jus ou de conserves. Nous avons la technique, et vous avez la matière première. Vous transformez les produits en Grèce, et vous nous les envoyez en boîtes ou en bocaux.» C'est ce qu'ils ont fait.

Et puis est arrivée une belle mission: la région d'Épidaure était en train de dépérir. Il n'y avait plus là-bas que de l'eau de mer, et avec l'eau de mer venait le sel, qui nuisait à la fertilité des sols. Karamanlis, qui était alors Premier ministre, me demanda: «Lücker, est-ce que vous pouvez nous aider? Il doit bien y avoir une technique...» J'avais un professeur à Francfort qui s'y connaissait un peu, et je suis allé le trouver: «Écoutez, nous avons tel et tel problème... Avons-nous un moyen de les aider?» Il me dit qu'il connaissait une bonne société à Karlsruhe qui avait déjà fait la même chose en Afrique. Karlsruhe! Nous avons négocié, et la société nous a dit: «Nous nous en chargeons!» D'après Homère, il y avait une abondante source d'eau douce à six cents mètres de profondeur dans les fonds marins, et il s'agissait d'acheminer cette eau jusqu'à la surface. Et nous l'avons fait. Bon, six cents mètres, j'exagère sans doute. Disons soixante. Je n'en sais rien. En tout cas, c'était à un endroit assez profond. Ils sont parvenus à canaliser cette source et à ramener l'eau douce jusqu'à la surface. Nous l'avons alors acheminée à terre, et l'agriculture est redevenue florissante. J'y suis arrivé avec l'aide du professeur Briebe, de Francfort, qui m'a mis en contact avec cette société. Voilà comment tout s'est passé.

Les traités étaient prêts, mais Karamanlis a dû s'exiler, et nous ne voulions rien avoir à faire avec le régime des Colonels. Nous avons donc mis le dossier en attente. Quand Karamanlis est revenu de son exil, il a immédiatement repris les choses en main. Je lui ai rendu visite deux ou trois fois quand il était exilé à Paris. Giscard d'Estaing lui avait offert l'asile. Et il était convaincu dur comme fer qu'il reprendrait un jour les rênes de son pays et que nous pourrions reprendre les négociations là où nous les avions laissées en 1963.

Et il est revenu, mais dans l'intervalle… Cette histoire avec l'eau remontait à l'époque des Colonels, du gouvernement militaire. Certains m'en ont voulu pour cela, mais ce qui comptait pour moi, c'était les agriculteurs qui se retrouvaient sans eau et ne pouvaient plus produire. Il fallait les aider... Je n'aurais pas agi différemment même s'il s'était agi des communistes, parce que ce sont les gens qui comptent. Mais certains m'en ont voulu, ne serait-ce que pour des raisons partisanes et politiciennes. J'avais pris trop d'importance aux yeux de certains, mais il faut pouvoir vivre avec.